



Débat et analyse fiche n°1 : défiliarisation de l'accès des cadres supérieurs aux postes comptables

Le SCSFIP s'est prononcé très clairement pour le scénario 1, celui d'une défiliarisation totale au 1^{er} janvier 2015, avec l'intervention suivante :

« Seule la solution 1 est envisageable et ce pour 3 raisons :

1. *Il s'agit du respect des engagements et de la relation de confiance. La DG fixe des règles. Les cadres se positionnent en fonction de ces règles. Or, à quelques mois de l'échéance, la DG revient sur ces règles. L'injustice que nous évoquons en liminaire est flagrante et la DG va de nouveau fortement décevoir ses cadres supérieurs et dégrader la confiance qu'ils pouvaient lui porter.*
2. *Comment prétendre discuter ici de règles de gestion communes pour l'accès aux postes et maintenir deux filières pendant 5 ans ? C'est absurde, dans ce cas autant programmer la prochaine réunion technique en 2019...*
3. *Quel manque de confiance de votre part ! Manque de confiance envers vos cadres qui ne sauraient pas s'adapter, envers vos services de formation qui ne seraient pas capables de les accompagner et envers l'organisation de la DGFIP en général.*

Nous, au SCSFIP, nous faisons confiance à la DGFIP, à son dispositif de formation continue, à son organisation et à son réseau: soutien des directions locales, des bureaux réglementaires, pôles de soutien au réseau, Ulysse / Nausicaa...

Et surtout nous faisons confiance aux capacités d'adaptation des cadres que vous avez sélectionnés toutes filières confondues.

Et puis nous allons nous permettre une Lapalissade : tous les comptables en poste n'étaient pas comptables avant de le devenir. Prenez l'exemple des agences comptables : aucune formation initiale n'est effectuée et pourtant, dans l'ensemble ça marche ! Il faut tordre le cou à un mythe: ce n'est pas plus compliqué d'être comptable que d'être chef d'un service RH ou d'un pôle de contrôle et d'expertise. Il y a une responsabilité spécifique, certes, mais vos cadres supérieurs le savent et agissent en connaissance de cause »

A l'issue du premier tour de table, les positions des organisations syndicales sont les suivantes :

- Pour le scénario n°1 (défiliarisation totale au 1/1/2015) : **SCSFIP**, CGT, Solidaires, CFDT
- Pour le scénario n°3 : FO, CFTC
- Pour le scénario 2 ou 3 mais pas le 1 : SNCD

- Refuse de se prononcer : CGC

Réponse de la Direction Générale :

- Constate que les avis sont partagés (!)
- Insiste sur le fait qu'il n'y a pas de défiance de la DG envers ses cadres mais une volonté de respecter tous les grades et toutes les filières et d'offrir des perspectives de carrière à tous
- Ne renie pas la défiliarisisation totale en 2015 n'a jamais été actée, l'engagement a simplement été pris d'en « discuter ».
- Estiment que le scénario 1 engendrerait l'éviction massive d'une certaine catégorie de cadres des postes hors échelle et donc privilégie le scénario 3
- Sont prêts à discuter de la durée de la période transitoire

2^{ème} tour de table :

Une OS fait remarquer que les avis ne sont pas partagés mais qu'en termes de représentation, l'écrasante majorité des cadres sont pour la solution n°1 (*ndlr : et à juste titre, aux dernières élections professionnelles, SCSFIP + CGT + Solidaires + CFDT = 75 à 80% des cadres*).

FO demande la « *sanctuarisation des carrières pour les 175 IDIV HC filière GP concernés par la défiliarisisation* » (!!!)

Toutes les OS maintiennent leurs positions

Nouvelle intervention du SCSFIP :

Nous observons que dans votre réponse, vous ne mettez plus en avant la problématique métier, nous sommes donc d'accord là-dessus, mais la seule problématique RH.

Nous observons aussi dans ce cadre vous envisagez des scénarii complexes, qui restent contraire à ce qui a été dit auparavant, pour préserver une toute petite catégorie de cadres. Lorsque vous parlez de « l'éviction » de certains qu'entraînerait la défiliarisisation totale nous aimerions savoir de combien de cadres on parle et de quels cadres on parle.

Notre constat est que dans le contexte actuel, même si nous le souhaiterions tous ici, vous ne pourrez pas préserver les carrières de tous. Il y aura des arbitrages forcément douloureux à faire. Nous veillerons à ce que ces arbitrages ne se fassent pas encore une fois au détriment de ceux qui ont déjà vu leurs conditions de promotion et leur parcours de carrière se dégrader drastiquement et dont les carrières n'ont certainement pas été « sanctuarisés »

Nous rappelons qu'il existe pour les IDIV HC un examen professionnel pour passer AFIPA, qu'à cet examen professionnel, seuls 21 candidats se sont présentés pour 7 postes. La DG devrait s'interroger sur une telle désaffection. Pour le SCS FIP, le constat est clair, à l'heure actuelle il n'y a aucun intérêt à devenir AFIPA !

La Direction Générale indique que l'on reviendra sur ces questions lors de la prochaine RTA après analyse des débats du jour.



L'analyse du SCSFiP sur cette fiche n°1 :

Il apparaît clairement que la Direction Générale veut protéger les IDIV HC filière gestion publique en retardant la défiliarisaiton (les AFIPA GP concernés se comptant sur les doigts d'une main). Elle a d'abord tenté d'argumenter sur l'aspect métier, mais nous avons démontré en séance que cette argumentation ne tenait pas et la DG a donc fini par admettre que la problématique était surtout « RH ».

Dès lors nous nous interrogeons : pourquoi déployer tant d'efforts pour une infime proportion de cadres, de surcroît généralement proches de la retraite, en prenant le risque de décevoir (pour ne pas dire plus) des milliers de cadres supérieurs IP et AFIPA et de réactiver un clivage entre filières ? Pourquoi ces cadres, dont les carrières ont déjà dépassé toutes les espérances dans le contexte actuel, ne devraient-ils pas eux aussi être impactés par la fusion et le contexte budgétaire alors que dans le même temps on n'hésite pas à sacrifier des générations entières d'IP et d'AFIPA ?

Cela est difficilement explicable. La DG aurait-elle peur d'une réaction de cette micro-population qui occupe, il est vrai, des postes à enjeux ? Dans ce cas il nous semble qu'elle devrait davantage s'inquiéter de la réaction des milliers de cadres supérieurs qui comprennent et admettent de moins en moins ce double langage.